

« Six axes stratégiques pour relancer la dynamique européenne »



LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

Ce lundi 9 mai, c'est le « jour de l'Europe », commémorant la « Déclaration Schuman » du 9 mai 1950. A cette occasion et alors que se profile un référendum britannique à haut risque pour l'Union, quelques personnalités appellent à une « feuille de route pour une nouvelle Europe ».

Quelle que soit l'issue du référendum britannique, les Européens ont besoin, dès maintenant, d'un nouveau souffle. L'enjeu est de taille : éviter une marginalisation de l'Europe non seulement économique et politique, mais aussi morale et culturelle. Notre défi commun est de renouer sans tarder avec des citoyens désorientés pour recréer une Europe influente, porteuse d'un projet d'avenir et d'espérance pour tous ; sinon nous déperirons.

Sans ce nouvel élan politique tourné vers nos concitoyens, les démons populistes qui ont déjà conduit à notre quasi-anéantissement vaincront. L'Histoire varie dans ses formes, mais le résultat serait tout aussi désastreux.

Condition d'une nouvelle dynamique, nous devons valoriser nos réussites : l'Union européenne est l'entité politique, économique et sociale la plus solidaire, la moins injuste, la plus démocratique, la plus pacifique, tout en étant la plus diverse que l'humanité ait connue, « l'une des plus grandes réalisations politiques et économiques des temps modernes », selon le président Obama. Faire respecter ses valeurs et en refaire une source de progrès pour tous exige une stratégie d'envergure.

Dès maintenant, il nous faut une feuille de route précise. Que les institutions européennes et l'ensemble des Etats membres se mettent à la tâche ou, à défaut, un groupe de pays guidé par la France et l'Allemagne. Pour rétablir la confiance et relancer la dynamique européenne, nous préconisons six initiatives stratégiques :

1. Renforcer la démocratie européenne est primordial. Comment se penser européen sans une culture citoyenne partagée ? Les Etats doivent mettre en place une éducation civique européenne commune et prendre l'engagement que le futur président de la Commission européenne sera choisi en fonction du résultat des urnes. De plus, grâce à une clarification des règles, les référendums sur l'appartenance à l'UE ne doivent plus

donner lieu à des marchandages. L'Europe à la carte n'est pas une option.

2. Une initiative stratégique de sécurité et de défense des citoyens de l'Union européenne est indispensable. Les Etats doivent tenir leurs engagements en matière de sécurité intérieure – renforcer les échanges en matière policière (Euro-pol), judiciaire (Eurojust) et de renseignement – et mettre en œuvre sur le plan extérieur une politique moderne des frontières, basée sur un corps européen de gardes-frontières et des infrastructures de contrôle et d'accueil en accord avec nos valeurs. En parallèle, l'Union doit se doter d'une politique de stabilisation des régions avoisinantes, tant sur les plans économique et culturel que diplomatique et militaire.

3. La troisième initiative concerne les réfugiés. L'accord avec la Turquie n'est pas la solution à long terme. Le pays est débordé, les trafics prospèrent sur d'autres

routes. L'Europe doit choisir une autre voie : accueillir, intégrer, former et préparer les conditions d'un retour des réfugiés chez eux. Il ne s'agit pas d'accueillir tous les réfugiés, mais ceux prêts à s'intégrer et à accepter nos valeurs. Une telle politique ne sera admise par les citoyens européens que si l'Europe améliore leur quotidien.

4. C'est tout l'enjeu d'une seconde phase du plan Juncker, pour relancer la croissance : investir dans les industries clés d'avenir ayant un effet puissant sur la création d'emplois de proximité, moderniser durablement notre économie et asseoir notre avantage compétitif. Cela doit s'inscrire dans une « politique industrielle commune » offensive permettant de reconquérir notre autonomie. A titre d'exemple, un plan de développement et de restauration de l'habitat, associé à l'utilisation des matériaux nouveaux et des technologies numériques, transformerait la vie de nos concitoyens et nous donnerait un leadership mondial dans ce secteur. Nous préconisons trois autres plans ciblés sur les transports, les énergies renouvelables et les compétences numériques du futur.

5. Quant à la zone euro, il faut renforcer son potentiel de croissance, sa capacité à faire face à des chocs asymétriques et favoriser la convergence économique et sociale. Cela passe par de nouvelles prérogatives pour le Mécanisme européen de stabilité. Envisageons concrètement une capacité budgétaire pour la zone euro et achevons rapidement l'Union bancaire, tout en corrigeant ses défauts.

6. La sixième initiative est un « Erasmus des collégiens ». L'enjeu est simple : démocratiser Erasmus et élargir l'horizon culturel de tous les jeunes citoyens européens, pour promouvoir l'égalité des

chances et un sentiment d'appartenance commune.

Ces initiatives replacent le citoyen au cœur du projet et encouragent la croissance, l'emploi et l'innovation. Elles peuvent être mises en place, s'il existe une volonté politique, dans les deux ans et demi à venir. Roosevelt l'a fait en 1933 avec le New Deal. Nos économies avancées en sont capables, via les marges non utilisées du budget européen et grâce à de nouvelles ressources. Ressources propres et emprunt européen auprès de la BEI sont des solutions à envisager.

A moyen terme, la mobilisation et une réflexion collective des citoyens européens doivent constituer les prémices d'une nouvelle conférence intergouvernementale ou d'une nouvelle convention européenne, pour faire de l'Europe une grande puissance démocratique, culturelle et économique, garantissant en son sein la solidarité et des droits fondamentaux aujourd'hui menacés, une puissance qui se donne les moyens de sa souveraineté. Le nouveau traité qui en résultera pourrait ne s'appliquer qu'aux Etats souhaitant une intégration plus approfondie, convaincus qu'un intérêt général européen ne se limite pas à la somme des intérêts nationaux.

Tout cela n'est possible que si les dizaines de millions d'Européens convaincus que notre avenir s'écrit ensemble se mobilisent dès maintenant. Nous les invitons à nous rejoindre. ■

Guillaume Klossa,
Lionel Baier,
Michel Barnier,
Daniel Cohn-Bendit,
Felipe Gonzalez,
Maria Joao Rodrigues,
Roberto Saviano
et Guy Verhofstadt

Union européenne

Le Soir

Guillaume Klossa, auteur, initiateur de la feuille de route et fondateur d'EuropaNova, ancien sherpa du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen).

© D.R.

Lionel Baier, réalisateur suisse.

© D.R.

Michel Barnier, ancien ministre des Affaires étrangères français, ancien vice-président de la Commission européenne (Parti populaire européen).

© BELGA.

Daniel Cohn-Bendit, ancien président du groupe « Les Verts » (Parlement européen).

© BRUNO DALIMONTE.

Felipe Gonzalez, ancien président du Conseil espagnol, ancien président du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen).

© D.R.

Maria Joao Rodrigues, vice-présidente du groupe « Socialistes et démocrates » (Parlement européen).

© D.R.

Roberto Saviano, écrivain italien.

© D.R.

Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre belge, président du groupe « ADLE » (Parlement européen).

© BELGA.